

La situation politique au Mali

(Lettre de Dakar)

Cette lettre de Dakar nous fut adressée avant les tout derniers événements, à savoir la demande des pays de « l'entente » (Côte d'Ivoire...), sous la direction de Houphouët-Boigny, de l'indépendance complète, donnant ainsi un coup à la « Communauté renouée » au moment de sa proclamation. Les politiciens bourgeois d'Afrique noire se trouvent bousculés par des événements qui les obligent à paraître « indépendants » de l'impérialisme. Mais les masses africaines ne se contenteront pas d'une indépendance de façade. Comme toutes les masses se libérant du joug colonial, c'est une indépendance réelle qu'elles veulent, c'est-à-dire une transformation sociale.

Au Sénégal, la situation offre le tableau d'une véritable floraison de tendances politiques. Partant de l'extrême-droite, nous avons d'abord le P.S.S. (Parti de la Solidarité Sénégalaise), parti foncièrement pro-colonialiste qui, pendant une période, avait réclamé pour le Sénégal le statut de département. Mais voyant que ce mot d'ordre était dépassé et qu'une politique nationaliste aurait plus d'écho auprès de la masse, messieurs les « Solidaristes » obsédés par l'unique souci de renverser Senghor et sa clique, ont jugé utile de donner brusquement un coup de barre à gauche. C'est ainsi qu'au mot d'ordre de l'indépendance par transfert de compétences préconisé par le P.F.A., ils ont opposé celui de l'indépendance par voie de référendum. Mais cette tactique n'a abusé personne. Messieurs les « solidaristes » ont toujours conservé « souterainement » leurs attaches avec les épigones d'extrême-droite du gaullisme. Rappelons que ce parti est dirigé par des personnalités musulmanes très influentes au Sénégal où le fanatisme religieux est notoire. Le croissant est l'emblème du P.S.S. Un obscur périodique, *La Solidarité Sénégalaise*, paraissant de façon anachronique, est l'organe de presse de ce parti. Il y a bien longtemps qu'il n'a pas paru.

L'U.P.S. (Union Progressiste Sénégalaise), section sénégalaise du P.F.A. (Parti de la Fédération Africaine) dirigée par M. Senghor, vient en deuxième position à partir de la droite. Inutile de dire que le P.S.S. et l'U.P.S. ont une anti-chambre commune : le colonialisme. Ce qui différencie l'U.P.S. du P.S.S., c'est que ce parti, dirigé par un intellectuel parlementaire carriériste, Senghor, théorise de façon plus ou moins adroite son appartenance au colonialisme renoué qu'est le gaullisme. Le colonialisme est mort depuis, aime à répéter Senghor, l'âme de ce parti. Il n'y a à présent, à son avis, que des peuples « libres » et « égaux » qui ont choisi de s'unir « librement » dans un ensemble du type confédéral. Un Commonwealth à la française (sic).

Senghor, théoricien de la trahison, pousse loin le cynisme. Oubliant que sa clique et lui possèdent des actions dans la plupart des entreprises et usines du Sénégal (Grands Moulins de Dakar, S.I.C.A.P., Souche Africaine de Pétrole, etc.), Senghor s'acharne à démontrer qu'il n'y a pas de classes au Sénégal, ce qui, par voie de conséquence, exclut toutes luttes de classes. Il prétend pouvoir construire un « socialisme africain » dont seraient exclus l'athéisme et la négation de la propriété privée. Senghor et ses épigones sont passés maîtres en fait de mystification. Ils conseillent ouvertement, et lui-même en donne l'exemple, que, pour que la communauté franco-africaine soit une réalité, il faudrait détruire le complexe du noir vis-à-vis du blanc en préconisant le mariage mixte. Le gouvernement est en grande majorité « blanchi ». Le mal se propage, et les Français conscients

de la situation l'exploitent à fond. C'est ainsi, aussi, qu'on s'acharne à déifier de Gaulle auprès de la masse. Il est présenté par voie des ondes et par voie de presse comme le libérateur, le sauveur des peuples africains. Il ne fait aucun doute que les actes de génocides perpétrés sous la présidence du général en terre africaine sont toujours passés sous silence.

Le peuple sénégalais voit la supercherie mais ne réagit pas. La longue colonisation a détruit en lui toute velléité d'opposition et lui a infligé de terribles séquelles dont les principales sont la corruption et l'opportunisme. Rappelons que ce parti a joué un rôle prépondérant dans la signature des quatre-vingt-dix ans (90) de contrat entre le P.F.A. (Mali) et la France. Ce chiffre tenu au grand secret par les dirigeants du Mali a fini par s'ébruiter et le gouvernement n'y a opposé aucun démenti. Selon Senghor, le stade démocratique bourgeois est depuis longtemps dépassé. Senghor marche maintenant à pas de géant vers son fameux « Socialisme africain ». Mais cela n'a pas empêché Senghor et Compagnie de négocier secrètement le devenir du Mali, d'hypothéquer l'avenir du pays. A un reporter de Radio-Mali venu l'interviewer à son arrivée à Yoff au cours des négociations, M. Senghor a répondu qu'on ne négocie point sur la place publique. C'est là un aspect du socialisme africain de Senghor.

Comme l'on ne peut parler de l'U.P.S. sans parler de l'Union soudanaise R.D.A., section soudanaise du P.F.A. qui, sur le plan politique et économique, a fait bloc avec l'U.P.S. pour former le Mali, je suis obligé d'en toucher quelques mots. Cette formation était naguère sous la coupe de M. Houphouët-Boigny. Le fulgurant départ de la Guinée (P.D.G.) qui appartenait à la tendance Houphouët a ébranlé jusque dans ses fondations le bastion du R.D.A. (Rassemblement Démocratique Africain) dont la capitale est Abidjan. Ce mouvement, dans les premières années de sa formation, était affilié au P.C.F. (1946). Plus tard, Houphouët, trahissant de façon flagrante les profondes aspirations africaines représentées par le R.D.A., avait viré à l'extrême-droite. Il perdit la confiance des masses africaines et du mouvement panafricain R.D.A. il n'en était resté, jusqu'au référendum, que la Côte-d'Ivoire, le Soudan et la Guinée qui devait partir en votant massivement « Non ! » au référendum gaulliste.

Sékou-Touré parti, Houphouët se retrouva seul avec Modibo. Le Soudan et la Guinée ethniquement, géographiquement et politiquement (R.D.A.) liés, les masses soudanaises ne purent rester indifférentes devant l'exemple de la Guinée, mirent Modibo devant l'alternative : démissionner ou rompre d'avec la politique ouvertement pro-colonialiste de Houphouët. Modibo a choisi la rupture. L'occasion rêvée depuis longtemps par Senghor s'était enfin présentée. L'adversaire était désé-